

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 SEPTEMBRE 2020

Délibération n° 2020-135- DC

Date d'affichage :

Le 17 septembre 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 62
Excusé(s) : 17
Dont représenté(s) : 11
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 73

Secrétaires de séance :

*Madame Isabelle DEVAUX, 3ème
vice-Présidente et conseillère
communautaire de la commune de
Gennes-Val-de-Loire, et Monsieur
Michel DELPHIN, conseiller
communautaire de la Commune
de Doué-en-Anjou*

Le dix septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par des expositions du Breil - avenue du Breil à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le trois septembre deux mille vingt.

Présents : (62)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Dominique GACHET, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Eric TOURON par Sonia CHAMBRY

Excusés : (17)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Astrid LELIEVRE, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Colette GAGNEUX, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU

Dont excusés ayant donné pouvoir : (11)

Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Yves BOUCHER, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Nathalie LIEBAULT à Bruno PROD'HOMME, Nathalie MORON à Anatole MICHEAUD, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

Absents : (2)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT

CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT (CPA) PASSÉE AVEC ALTER PUBLIC - ZONE COMMERCIALE LA SCIERIE À LONGUÉ-JUMELLES - COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019 (CRAC)

La Convention Publique d'Aménagement (CPA) relative à la ZA de la Scierie à Longué-Jumelles a été concédée par délibération de la Commune de Longué-Jumelles à ALTER Public en date du 15 octobre 2012.

Au titre de la loi NOTRe, les EPCI sont seuls compétents en matière de zone d'activités économique. Cela signifie que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, se substitue à compter du 1er janvier 2017, aux communes, pour les conventions publiques d'aménagement relatives aux zones d'activités économiques.

Conformément à l'article 17 de cette Convention Publique d'Aménagement, ALTER Public doit présenter chaque année un bilan financier prévisionnel remis à jour.

Il appartient donc à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, d'approuver le bilan prévisionnel financier actualisé au 31 décembre 2019 de la Convention Publique d'Aménagement (CPA) concernant la ZA de la Scierie.

Le bilan prévisionnel financier arrêté au 31 décembre 2019 s'établit à 1 214 000 € HT, montant identique au précédent bilan approuvé.

Au 31 décembre 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a versé 248 000 € au titre de sa participation. Le solde pour 279 000 € sera versé selon les modalités suivantes :

- 35 000 € de 2020 à 2026 inclus,
- le solde de 34 000 € en 2027.

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, l'article L 5216-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de Communes Loire-Longué et de la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux Communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu le Traité de Concession d'Aménagement approuvé le 15 octobre 2012, de l'avenant n° 1 approuvé le 9 décembre 2013 et de l'avenant n° 2 approuvé le 27 septembre 2018 ;

Vu le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2019 établi par ALTER Public ;

Vu le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (C.R.A.C.) présenté ALTER Public ;

Vu le rapport soumis aux Conseillers Communautaires ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER le bilan prévisionnel révisé en date du 31 décembre 2019, concernant l'opération Zone Commerciale de La Scierie à Longué-Jumelles, portant les dépenses et les recettes de l'opération inchangées à hauteur de 1 214 000 € HT, ainsi que le montant de la participation de la collectivité au titre de l'année 2020, à hauteur de 35 000 € ;

- D'AUTORISER Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer le Compte-Rendu d'Activités à la Collectivité (CRAC) arrêté au 31 décembre 2019.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 73 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur
Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.4 Interventions économiques	7.4.4 Autres
-------------------	----------------------	-------------------------------	--------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »